N° 1 ET 2. JANVIER--FÉVRIER. 1907.

BULLETIN INTERNATIONAL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES
DE CRACOVIE.

CLASSE DE PHILOLOGIE.
CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

ANZEIGER
DER
AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN
IN KRAKAU.

PHILOLOGISCHE KLASSE.
HISTORISCH-PHILOSOPHISCHE KLASSE.



CRACOVIE
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
1907.

L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE A ÉTÉ FONDÉE EN 1873 PAR

S. M. L'EMPEREUR FRANÇOIS JOSEPH I.

PROTECTEUR DE L'ACADÉMIE :

S. A. I. L'ARCHIDUC FRANÇOIS FERDINAND D'AUTRICHE-ESTE.

VICE-PROTECTEUR : S. E. M. JULIEN DE DUNAJEWSKI.

PRÉSIDENT: S. E. M. LE COMTE STANISLAS TARNOWSKI.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. BOLESLAS ULANOWSKI.

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ACADÉMIE:

(§ 2). L'Académie est placée sous l'auguste patronage de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique. Le protecteur et le Vice-Protecteur sont nommés par S. M. l'Empereur.

(§ 4). L'Académie est divisée en trois classes:

a) classe de philologie,

b) classe d'histoire et de philosophie,

c) classe des Sciences mathématiques et naturelles.

(§ 12). La langue officielle de l'Académie est la langue polonaise.

Depuis 1885, l'Académie publie, en deux séries, le „Bulletin international" qui paraît tous les mois, sauf en août et septembre. La première série est consacrée aux travaux des Classes de Philologie, d'Histoire et de Philosophie. La seconde est consacrée aux travaux de la Classe des sciences mathématiques et naturelles. Chaque série contient les procès verbaux des séances ainsi que les résumés, rédigés en français, en anglais, en allemand ou en latin, des travaux présentés à l'Académie.

Le prix de l'abonnement est de 6 k. = 8 fr.
Les livraisons se vendent séparément à 80 h. = 90 centimes.

Publié par l'Académie
sous la direction du Secrétaire général de l'Académie
M. Boleslas Ulanowski.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Kraków, 1907. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego pod zarządem J. Filipowskiego.

BULLETIN INTERNATIONAL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES
DE CRACOVIE.

CLASSE DE PHILOLOGIE. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE A ÉTÉ FONDÉE EN 1873 PAR

S. M. L'EMPEREUR FRANÇOIS JOSEPH I.

PROTECTEUR DE L'ACADÉMIE :

S. A. I. L'ARCHIDUC FRANÇOIS FERDINAND D'AUTRICHE-ESTE.

VICE-PROTECTEUR : *Vacat.*

PRÉSIDENT: S. E. M. LE COMTE STANISLAS TARNOWSKI.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. BOLESLAS ULANOWSKI.

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ACADÉMIE:

(§ 2). L'Académie est placée sous l'auguste patronage de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique. Le protecteur et le Vice-Protecteur sont nommés par S. M. l'Empereur.

(§ 4). L'Académie est divisée en trois classes:

a) classe de philologie,

b) classe d'histoire et de philosophie,

c) classe des Sciences mathématiques et naturelles.

(§ 12). La langue officielle de l'Académie est la langue polonaise.

Depuis 1885, l'Académie publie, en deux séries, le „Bulletin international" qui paraît tous les mois, sauf en août et septembre. La première série est consacrée aux travaux des Classes de Philologie, d'Histoire et de Philosophie. La seconde est consacrée aux travaux de la Classe des sciences mathématiques et naturelles. Chaque série contient les procès verbaux des séances ainsi que les résumés, rédigés en français, en anglais, en allemand ou en latin, des travaux présentés à l'Académie.

Le prix de l'abonnement est de 6 k. = 8 fr.
Les livraisons se vendent séparément à 80 h. = 90 centimes.

Publié par l'Académie
sous la direction du Secrétaire général de l'Académie
M. Boleslas Ulanowski.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Kraków, 1908. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego pod zarządem J. Filipowskiego

BULLETIN INTERNATIONAL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES
DE CRACOVIE.

CLASSE DE PHILOLOGIE.
CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

ANZEIGER
DER
AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN
IN KRAKAU.

PHILOLOGISCHE KLASSE.
HISTORISCH-PHILOSOPHISCHE KLASSE.

ANNÉE 1907.



CRACOVIE
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
1908.


P. A. N. Instytut Historii
Biblioteka

Table des matières.

Page

Balzer Oswald. Corpus iuris polonici. Sectionis primae, privilegia, statuta, constitutiones, edicta, decreta, mandata, regnum Poloniae spectantia comprehendentis, Volumen III, annos 1506 — 1522 continens, typis mandavit, adnotationibus instruxit 31

Compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 24 novembre 1906 3

— rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 25 janvier 1907 26

— rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 14 février 1907 28

— rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 21 mars 1907 29

— rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 25 avril 1907 56

— rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 25 mai 1907 70

— rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 20 juin 1907 110

— rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 11 juillet 1907 112

— rendu des travaux de la Commission pour l'histoire de la Pologne après les partages 18

Fierich Fr. La législation polonaise sur la lettre de change, d'après les constitutions des diètes de 1775, 1776, 1778 et 1780 132

Kętrzyński W. Les chartes de Mendog, roi de Lithuanie, mort en 1263 . 46

Klinger W. L'oeuf dans les superstitions populaires en Pologne et dans l'antiquité 127

Kutrzeba St. L'homicide dans le droit polonais au XIV et XV siècle . . 71

Lewicki St. Le droit de dépôt en Pologne 5

Majewski E. Statique et dynamique de la civilisation. Recherche des lois qui président au déplacement des foyers de civilisation et à la maturité des sociétés pour la civilisation 59

Page

Ptaśnik J. Les collecteurs de la Chambre Apostolique en Pologne . . . 13

Schorr Moses. Le code d'Hammurabi et la pratique juridique contemporaine 87

Séance publique annuelle de l'Académie du 7 mai 1907 53

Smoleński Thadée. Recherches exécutées dans la Haute Égypte par la mission austro-hongroise en 1907 104

Szelągowski A. Histoire de la Companie orientale (Eastland-company) en Pologne, sous la régne d'Elisabeth 113

Taubenschlag R. L'organisation judiciaire de l'Egypte à l'époque romaine et byzantine 78

Waszyński Stefan. Les Laocrites et τὸ κοινὸ(ν) δι(καστήριον) 119

// BULLETIN INTERNATIONAL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE.

I. CLASSE DE PHILOLOGIE.
II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

Nº 1 et 2. Janvier — Février. 1906.

Sommaire. Séances du 14 et du 21 janvier, du 11 et du 18 février.
Résumés: 1. Compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 24 novembre 1906.
2. ST. LEWICKI: Le droit de dépôt en Pologne.
3. J. PTAŚNIK: Les collecteurs de la Chambre aposto ique en Pologne.
4. Comptes rendus des travaux de la Commission pour l'histoire de la Pologne après les partages.

SÉANCES

I. CLASSE DE PHILOLOGIE.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1906

PRÉSIDENCE DE M. C. MORAWSKI.

Le Secrétaire présente le travail de M. T. GRABOWSKI: *„Une page de l'histoire littéraire de l'Arianisme en Pologne“*. IV-e partie.

Le Secrétaire présente le compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 24 novembre 1906 [1]).

SÉANCE DU 11 FÉVRIER 1906

PRÉSIDENCE DE M. C. MORAWSKI.

Le Secrétaire dépose sur le bureau les dernières publications de la Classe:

»Materyały i prace Komisyi językowej«. *(Matériaux et travaux de la Commission linguistique)*, 8-o. vol. III, fasc. III, p. 305—487.

[1]) Voir Résumés p. 3.

St. Dobrzycki: »Nieboska komedya«. *(La Comédie non divine de Sigismond Krasiński)*, 8-o, p. 123.

M. J. Kallenbach présente son travail: *„Les origines du poème »Le Dernier« de Sigismond Krasiński“*.

M. C. Morawski présente le travail de M. T. Sinko: *„De Gregorii Nazianzeni laudibus Macchabaeorum“*.

Le Secrétaire présente le compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 25 janvier 1907.

II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1906.

Présidence de M. F. ZOLL.

Le Secrétaire présente le travail de M. St. Lewicki: *„Le droit de dépôt en Pologne“* [1]).

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1906.

Présidence de M. F. ZOLL.

Le Secrétaire présente le travail de M. J. Ptaśnik: *„Les collecteurs de la Chambre apostolique en Pologne“* [2]).

Le Secrétaire présente le travail de M. Ladislas Semkowicz (junior): *„Monographies des familles appartenant à l'ancienne noblesse medievale de la Pologne. I. La famille de Pałuki“*.

Le Secrétaire présente les comptes rendus des travaux de la Commission pour l'histoire de la Pologne après les partages [3]).

[1]) Voir Résumés p. 5.
[2]) Voir Résumés p. 13.
[3]) Voir Résumés p. 18.

Résumés

1. Posiedzenie Komisyi do badania historyi sztuki w Polsce, z dnia 24 listopada 1906. (***Compte rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 24 novembre 1906***).

Le président expose sommairement le résultat des études entreprises par M. Adolphe Szyszko-Bohusz sur les églises gothiques du royaume de Pologne. Le délégué de l'Académie a visité les églises de Beszowa et de Skalmierz. Il communique en même temps une note sur les ruines du château de Chęcin. L'église de Beszowa fut construite par les soins d'Adalbert Jastrzębiec, évêque de Posen. au commencement du XV-e siècle. Contrairement au type à une nef. adopté généralement pour tous les édifices religieux en province, le sanctuaire de Beszowa est une basilique en appareil de brique et de pierre. Cette construction est d'autant plus intéressante qu'on y a fait usage du système dit cracovien, consistant à faire porter la pression de la voûte sur des contreforts extérieurs appuyés à des piliers. A l'église est attenant le couvent gothique des pères Paulins. La collégiale de Skalmierz en son état actuel date du commencement du XV-e siècle. Là aussi a été appliqué le système cracovien.

Il ne reste plus que des pans des murs du vieux manoir de Chęcin. Ils suffisent pour attester la magnificence et les énormes proportions de ce château qui sans doute fut construit au commencement du XIV-e siécle. Toutefois les ruines encore debout portent l'empreinte évidente de l'époque de Casimir-le-Grand. Le compte rendu de M. Bohusz est illustré par une série de plans architectoniques et d'excellentes vues photographiques.

M. le Président donne ensuite lecture du mémoire de M. Michel

Witanowski sur l'église de Kłobuck. Ce monument fondé par Pierre Dunin accuse dans ses murs trois époques différentes. Le choeur présente encore quelques traces de la primitive construction romane. Cette première construction perdit son caractère et fut complètement modifiée à l'époque de Długosz. c'est-à-dire au XV-e siècle. Au commencement du XVII-e siècle, l'église de Kłobuck fut agrandie à deux reprises, et cela dans le style baroque.

Le Secrétaire de la Commission communique deux notes transmises, l'une, par M. Grégoire Worobjew, l'autre, par Madame Constance Stępowska. Celle de M. Worobjew concerne l'église de Szczuczyn en Mazovie, dans le gouvernement de Łomża. Cet édifice de style baroque, date du XVII-e siècle et a été élevé, prétend l'auteur, grâce aux libéralités de Jean III, en mémoire de la victoire de Vienne. Celle de Madame Stępowska a trait à deux images de la Sainte Vierge, conservées au couvent des Dames de St. Norbert à Zwierzyniec, près de Cracovie. La plus ancienne de ces images, peinte sur bois, se trouve dans le choeur du monastère; la seconde, à l'huile sur métal. orne l'autel pseudo-gothique du chapitre. Toutes deux, à en juger d'après leur style. proviennent du XVII-e siècle. Les visages des madones rappellent le type byzantin, et cette particularité résulte jusqu'à un certain point des prescriptions synodales du XVII-e siècle qui recommandent aux peintres de prendre pour modèles les vierges byzantines dans leurs tableaux représentant la Mère du Sauveur. Néanmoins la peinture industrielle prit alors un tel essor qu'il eût été difficile de la renfermer dans les limites étroites d'une routine inflexible; aussi en arriva-t-on à un compromis: Marie dans les tableaux de cette époque prend, il est vrai, certains traits empruntés à la tradition byzantine, mais en outre le visage s'anime, se distingue par un certain réalisme.

M. le comte Georges Mycielski parle des oeuvres d'art qui se trouvent à Czerwony Dwór, résidence des comtes Tyszkiewicz, en Lithuanie. Cette antique résidence a été reconstruite dans le style néo-grec par l'architecte italien Anighini. Il ne reste du château primitif, élevé à l'époque des chevaliers teutoniques qu'une tour avec voûte en étoile. La collection de Czerwony Dwór est fort remarquable. On y voit. entre autres oeuvres de grande valeur, des tableaux de Dossa Dossi, du Dominiquin, de Guido Reni, de Sassoferrato. Il y a aussi quantité de tableaux flamands; mais ceux-ci en comparaison des nombreux et merveilleux ouvrages dus aux

écoles italiennes. n'ont qu'une importance secondaire. Il faut encore citer dans cette belle galerie. un portrait fort intéressant de Stanislas Auguste par Bacciarelli, un portrait du Prince Electeur Frédéric Christian, fils d'Auguste III. dû vraisemblablement au pinceau de Sylvestre, enfin plusieurs portraits de famille. excellents et pleins de caractères, peints par Rustem, au commencement du XIX-e siècle.

Enfin Mr. Fr. Klein soumet à la Commission un carton dit „Portefeuille des arts architectoniques". C'est un recueil de plans architectoniques et d'ouvrages de maçonnerie datant de 1615. Quelques-unes de ces compositions, signées par l'architecte Le Brun ou par Solari, ont une grande valeur artistique.

---

2. STANISLAUS LEWICKI. **Prawo składu w Polsce.** *(Das Stapelrecht in Polen).*

Vorliegende Arbeit ist, ähnlich wie die vorhergehende des Verfassers über die Handelsstraßen in Polen, eine Folge des Strebens, durch monographische Bearbeitung einzelner wichtiger Fragen den Boden für eine zukünftige synthetische Geschichte des polnischen Handels vorzubereiten.

Wie wichtig die Frage des Stapelrechtes und der Handelsstraßen sei und wie notwendig in dieser Richtung monographische Arbeiten wären, hob mit Nachdruck in seinem Referat auf der zweiten Versammlung der polnischen Historiker Prof. Sokołowski hervor. Die Anregung blieb nicht ohne Widerhall. Denn schon Dr. Kutrzeba legt in seiner Arbeit über den Handel Krakaus auf diese Fragen das größte Gewicht und dringt tief in die Geschichte des Stapelrechtes Krakaus ein. Aber nur Krakaus.

Der Verfasser dagegen hat sich der Aufgabe unterzogen, die Geschichte und Bedeutung des Stapelrechtes in ganz Polen zu umfassen. Außer den im Druck veröffentlichten Quellen beutete er für seinen Zweck teilweise das Thorner und Warschauer, speziell aber das Lemberger Archiv aus. Die Verwendung dieses Quellenmaterials verursachte insofern große Schwierigkeiten, da dasselbe vorwiegend allzu spezielle und wenig bedeutende Erwähnungen über das Stapelrecht selbst in dessen allgemeinen Formen enthält. Es mußte also eine Analyse dieses Rechts mit Berücksichtigung jener

Formen durchgeführt werden, unter denen dasselbe im Westen vor der Zeit auftrat, bevor es nach Polen herüberkam. Und erst auf diesem allgemeinen Hintergrunde erscheint das Stapelrecht in Polen als Institution mit gewissen konkreten Formen.

Da der Verfasser allseitig darstellen will, in welcher Form die Institution des Stapelrechtes, die in der Geschichte des Handels eine so wichtige Rolle gespielt hat, auf polnischem Boden aufgetreten ist, so zerlegt er seine Aufgabe in vier Teile:

1) Er entwickelt den Begriff des Stapelrechtes und stellt dessen Hauptformen dar,

2) er entwirft in Umrissen die historische Entwickelung dieses Rechtes in Polen,

3) er zählt alle polnischen Städte mit Stapelrecht auf und

4) bestimmt die Bedeutung und Wichtigkeit dieses Rechtes vom ökonomischen Standpunkte aus.

In solche vier Abschnitte zerfällt die vorliegende Arbeit

Im ersten entwickelt der Verfasser vor allem den allgemeinen Begriff des Stapelrechtes.

Dieses Recht war eine Vorschrift, die den Kaufleuten, welche Waren mit sich führten, gebot, sich in gewissen Städten aufzuhalten und dort ihre Waren zum Verkauf auszustellen. Es war also eine jener Erscheinungen des mittelalterlichen Prohibitionssystems, ein echtes Kind des mittelalterlichen Geistes.

In der Form von Standesprivilegien, deren Kehrseite die Beschränkungen waren, legte sich dieses System schwer lastend auf das ganze ökonomische und kommerzielle Leben des Mittelalters, und dieser Druck tritt auf dem Gebiete des Handels nirgends so offen hervor wie im Stapelrecht. Dieses hat eine rücksichtsvollere oder rücksichtslosere Gestalt. Im ersten Falle durfte der Kaufmann nach Ablauf der vorgeschriebenen Liegezeit mit seiner Ware weiterziehen, im anderen aber mußte er alle seine Waren an Ort und Stelle verkaufen und die Vermittlung im weiteren Handel den Kaufleuten der Stapelstadt überlassen. Rücksichtsloses Stapelrecht besitzt Krakau auf ungarische Waren, die nach Preußen gehen, es besitzen dasselbe auch andere Städte zur Zeit ihrer glänzendsten Entfaltung, doch gewöhnlich nur Kaufleuten gegenüber, deren Konkurrenz die Handelsstellung der Stadt am meisten bedrohte. Übrigens fehlt es in dieser Hinsicht an feststehenden Regeln, alles hängt von der augenblicklichen Stellung der Stadt ab.

Abhängig von dieser Stellung ändert das Stapelrecht, wenn die Bedingungen wechseln, seine Form und unterliegt verschiedenen Umgestaltungen. Diese Änderungen und Unterschiede existieren auch bei uns, obwohl ihre Heimat der Westen ist. Und so kann das Stapelrecht für immer oder nur für eine bestimmte Zeit verliehen sein. Perpetuelles Stapelrecht besitzen unter anderen Städten Krakau, Posen, Lemberg und Lublin. Vorübergehend ist der Salzstapel in Krasnostaw und Turobin.

Ferner konnte das Stapelrecht alle oder nur gewisse Kaufleute verpflichten. Selbst wenn das Privilegium einen allgemeineren Wortlaut hatte, wurde es gewöhnlich nur gegen gewisse Kaufleute gehandhabt. Prinzipiell unterlag ihm kein inländischer Kaufmann, doch erhielt sich dieser Grundsatz nicht infolge der egoistischen Bestrebungen der Stapelstädte. Der lange Zeit eingehaltene Gebrauch bemächtigte sich schließlich auch des Gesetzes; denn das allgemeine Stapelgesetz in Polen vom Jahre 1564 schließt die Inländer von der Unterwerfung unter dieses Gesetz keineswegs aus.

Mochte man nun nur den ausländischen Kaufmann als „Gast" ansehen oder auch den Inländer, der außerhalb des Bezirkes der Stapelstadt wohnte, so war in jedem Falle die Schneide des Stapelrechtes gegen den „Gast" gerichtet. Denn mit diesem Recht war aufs engste eine Vorschrift verbunden, die den Gästen den Handel unter einander untersagte und ihnen befahl, ihre Waren nur an die Ortskaufleute zu verkaufen und ausschließlich von diesen zu kaufen. Diese Vorschrift nennt der Verfasser das „Marktrecht".

Das Marktrecht ist ein charakterisches Merkmal des Stapelrechtes und unterscheidet das letztgenannte vom Jahrmarktsrecht, das die weitgehendste Handelsfreiheit gestattete.

Mit dem „Marktrecht" war nahe verwandt das „Vorkaufsrecht" oder der Vorrang beim Kauf. Es konnte nur gewissen Ständen zustehen, so bei uns dem Adel, weiter den Kaufmannskongregationen, wofür wir Belege in den Statuten der Lemberger und Posener Gilden haben, schließlich gewissen Persönlichkeiten, vor allem den Regierenden. Bei uns jedoch machten die Könige von dem Vorkaufsrecht keinen Gebrauch, wenigstens fehlen dafür die Beweise.

In Rücksicht auf die aufgestapelten Waren konnte es entweder Hauptstapelplätze geben, d. h. für alle Waren, oder auch partikulare, d. h. nur für gewisse Handelsartikel. Von den polnischen Städten gehörten zu Hauptstapelplätzen Krakau, Lemberg, Posen,

Kalisch, Lublin. In diesen Städten mußten alle Waren niedergelegt werden, was natürlich von der Person des Kaufmanns abhing. Eine Ausnahme bilden nur die inländischen Waren, obwohl auch in dieser Richtung das Interesse der Städte stärker war denn der Grundsatz. So unterlag z. B. Ziegenhaar, obwohl es inländische Ware war, dem Krakauer Stapel. Im XVI. Jahrh. verbot man bei uns die Ausfuhr inländischer Ware ins Ausland, um die fremden Kaufleute zu zwingen, die Stapelstädte Polens aufzusuchen.

Unter den partikularen Stapelplätzen sind bei uns am zahlreichsten die für Salz und Wein, welche, besonders die erstgenannten, ihre spezielle Geschichte und Organisation haben. Daher wendet ihnen der Verfasser größere Aufmerksamkeit zu.

In Rücksicht auf die Dauer des Zwangsaufenthaltes unterscheidet der Verfasser das „gewöhnliche“ Stapelrecht und das „außergewöhnliche“. Das gewöhnliche schrieb einen dreitätigen Aufenthalt und Warenverkauf vor, das außergewöhnliche bestimmte einen längeren oder kürzeren Termin.

Das gewöhnliche Recht ist häufig. Das außergewöhnliche verpflichtete bei uns in Dorpat zu einem viertägigen, in Kalisch zu einem siebentägigen, in Lublin und in Posen (für Tuchwaren) zu einem achttägigen, in Lemberg zu einem vierzehntägigen und zu Anfang des XVIII. Jahrh. für die Kaufleute des Ostens zu einem zweimonatlichen Aufenthalt.

In Hinsicht auf den Gebietsumfang unterscheidet der Verfasser das lokale Stapelrecht, das nur das Weichbild der Stadt selbst umfaßte, und das territoriale Stapelrecht, das sich über ein gewisses Gebiet rings um die Stadt erstreckte. Ein derartiges territoriales Recht besaß Breslau für ganz Schlesien, Lemberg für Rotrußland und Königsberg für das Herzogtum Preußen.

Mit dem Stapelrecht war die überaus wichtige Verordnung des Engrosverkaufes verbunden. Die Gäste durften ihre Waren nicht unter einer vorgeschriebenen Menge verkaufen. Diese Verordnung bezweckte den Schutz der Interessen kleinerer Kaufleute, der Krämer, in deren Händen sie den Kleinhandel beließ.

Dies war der Inhalt und die Form des Stapelrechtes. Darüberhinaus verknüpften sich mit der Ausübung dieses Rechtes verschiedene Nebeneinrichtungen, die den Handel der Gäste zu Gunsten der Ortskaufleute, eventuell der Stadt, einschränkten. An dieser Stelle bespricht der Verfasser in gröberen Umrissen die Taxen, welche

die Kaufleute für den Stapel zahlen mußten, ferner die Institution der Stadtwagen, der Preislisten, die Institution der Zollaufsicht, besonders des Dolmetschers (nach Lemberger Vorbild); schließlich fügt er noch einiges über die Stapelgebäude in Polen hinzu.

Sodann stellt der Verfasser Betrachtungen an über die Ursache und Art der Entstehung des Stapelprivilegs.

Grundlage der Legalität des Stapelrechtes war der langjährige Gebrauch, auf ihn stützen sich vorwiegend die königlichen Verleihungen. Die Ursachen der Umwandlung des Gebrauches in ein formales Recht oder des Rechtserlasses ohne einen vordem existierenden Gebrauch sind verschieden, die Hauptursache jedoch ist das Bestreben der Herrscher, die Städte zu bereichern. Bei diesem Bestreben kann man zwei Rücksichten unterscheiden, die eine auf das unmittelbare Wohl der Stadt selbst, die durch Treue oder durch irgend einen anderen Umstand die Gnade des Königs verdient hatte, die zweite auf das mittelbare Wohl des Staates, der an den Städteeinkünften einen beträchtlichen Anteil hatte. Unter den Tendenzen, welche die polnischen Könige außerdem bei der Einführung des Stapelrechtes gehabt hatten, war die wichtigste die: sie suchten in der Macht der Bürgerschaft ein Gegengewicht gegen die übermäßige Gewalt des Adels.

Nachdem der Verfasser dargestellt, auf welche Weise die Städte dieses höchste Privilegium zu gewinnen suchten, bespricht er in weiterer Folge die Arten und Kunstgriffe, welche die Kaufleute anwandten, um die Stapelstadt zu umgehen, eventuell die Einschränkungen zu vermeiden, die mit dem Stapel verbunden waren. Diese Arten waren entweder mehr legal, wie z. B. die Erwerbung des Bürgerrechts in der Stapelstadt oder indem sie mit inländischen Kaufleuten und den Bürgern der Stapelstadt in Compagnie traten, oder auch weniger legal, indem sie sich Gesandtschaftszügen anschlossen, die überall freie Durchfahrt hatten, oder schließlich, was am häufigsten vorkam — gewöhnliche Schmuggelei.

Am Schluß des ersten Abschnittes führt der Verfasser einige Proben der Stapelrechtsformulierung an, die von deutschen Ökonomisten unternommen wurden, und die Herleitung der verschiedenen Bezeichnungen dieses Rechtes: ius depositionis, ius stapulae, Stapelrecht.

Im zweiten Abschnitt werden wir mit der Entwickelung des Stapelrechtes in Polen bekannt gemacht.

Die Entstehung dieses Rechtes beeinflußten so in Polen wie im Ausland verschiedene Faktoren, in erster Linie jedoch das unter dem Einflusse der Kreuzzüge und der deutschen Kolonisation hervorgerufene Handelsleben.

Die Bedeutung der Kreuzzüge ist bekannt. Sie öffneten dem bis zur Waghalsigkeit unternehmungslustigen europäischen Kaufmann die Pforten des reichen und industriellen Ostens, sie öffneten neue Absatz- und Einkaufsringe. Die Straßen des Welthandels ändern ihre Richtung und Polen wird zu einem der wichtigsten Verbindungsglieder des Ostens mit dem Westen; durch Polen gehen durch Vermittlung neuer Wege die Waren des Ostens „transito" nach den Ringen des Westens. Von einem Stapelrecht hört man damals noch nichts. Nur in den westlichen Grenzländern Polens taucht es, aus Deutschland dorthin verpflanzt, in Breslau und den pommerschen Städten auf.

Es st dies die Periode der Handelsfreiheit in Polen, die Periode der Handelssuprematie der „Gäste". Diese Suprematie ruht in den Händen preußischer und schlesischer Kaufleute, also Thorns und Breslaus. Ohne Zoll zu erlegen, ohne irgendwelchen Einschränkungen unterworfen zu sein, ohne auf irgend ein Hindernis zu stoßen, durchziehen sie damals ganz Polen und Rußland (Ruś).

Zu Anfang des XIV., ja sogar hie und da in der zweiten Hälfte des XIII. Jahrh. taucht das Stapelrecht in Kleinpolen auf, in Orten, die in der Nähe der schlesischen Grenze lagen, also in Krakau, Sandomir, Zator, Oswiecim. Doch tritt es zu jener Zeit noch nicht ins Leben, es fehlt ihm noch sowohl die innere Kraft auf fremdem Boden als auch ein Stützpunkt von außen. Erst seit dem J. 1354, ev. seit der Zeit, da Kasimir der Große eine nationale Handelspolitik begann, erwacht in Polen der Widerstand gegen die „Gäste" und es wächst die Selbständigkeit und Unternehmungslust der Städte. Da beginnt auch bei uns sich das Stapelrecht zu entwickeln. Es entwickelt sich äußerlich, indem es in immer neuen Städten auftaucht, zugleich aber schlägt es tiefe Wurzeln in das innere Handelswesen der Städte. Den Vorzug hat das Stapelrecht Krakaus, um das jetzt ein heftiger Streit dieser Stadt mit Thorn entbrennt.

Dieser Handelsstreit wurde gleichzeitig mit dem politischen Kampf Polens mit dem Deutschen Orden geführt, machte verschiedene Phasen durch, schließlich jedoch verliert der preußische Kaufmann das Privilegium des freien Handels in Polen. Die Stapelpolitik der

polnischen Könige feiert ihren Triumph und Krakau vor allem erntet die Früchte des Sieges.

Mit dem Falle des Ordens und der Einverleibung Preußens in Polen bricht auch in der Geschichte des Stapelrechtes eine neue Epoche an. Den Schauplatz betritt das mächtige Danzig, es ändern sich die Handelsstraßen, vor allem aber verwandelt sich der polnische Handel — der bis dahin vorwiegend Transitohandel gewesen war — in Exporthandel. In neuen Distrikten, in Großpolen, Masovien, Kujavien erwacht das Handelsleben. Und das Stapelrecht schlägt dementsprechend immer weitere Kreise.

Zu Anfang des XVI. Jahrh. entsteht ein heftiger Streit um den Breslauer Stapel zwischen Breslau und Polen. Und abermals geht Polen aus diesem Kampfe siegreich hervor. Den fremden Kaufleuten oder „Gästen“ gegenüber bewahrte von da an das polnische Stapelrecht seine volle prinzipielle Kraft; dagegen entstanden Streitigkeiten unter den inneren Stapelstädten, von denen jede ihrem Rechte die rücksichtsloseste Form verleihen wollte. In den Dokumenten und Aufzeichnungen der Archive weckte das lauteste Echo der Streit Lembergs mit Krakau.

Durch die Landtagskonstitution v. J. 1565 reformiert. verbreitet sich das Stapelrecht in diesem und im folgenden Jahrhundert über alle Länder Polens, bis es langsam und unmerklich unter dem Einfluß neuer kultureller und ökonomischer Strömungen und neuer politischer Ereignisse des XVIII. Jahrh. verschwindet.

Im dritten Abschnitt liefert der Verfasser einen vollständigen Ausweis der polnischen Stapelstädte, deren Zahl hundert übersteigt, und auch der Stapelstädte jener Länder, die jemals zu Polen gehört hatten, ev. unter dessen Einfluß verblieben waren. Bei jeder Stadt vermerkt der Verfasser das Hauptprivilegium des Stapels neben anderen den Stapel betreffenden Einzelheiten.

Im vierten Abschnitt endlich untersucht der Verfasser den ökonomischen Wert des Stapelrechtes.

Mit Grünhagen polemisierend, der behauptet, daß dieses Recht keineswegs eine Schranke für den allgemeinen Handel war und daß man es in dieser Hinsicht nicht überschätzen dürfe. beweist er, daß das Stapelrecht nur in seiner ursprünglichen, grundsätzlichen Form in der Handelswelt keine nachteiligen Umwälzungen hervorgebracht hatte, daß es aber zweifellos in dem Augenblick zu einer

Schranke im Handelsverkehr wurde, da sich mit ihm verschiedene Verschärfungen als Zusatz verbanden.

Will man den ökonomischen Wert des Stapelrechtes in gebührender Weise abschätzen, so muß man vordem seine Folgen erwägen. Diese Folgen waren natürlich in vollstem Maße für die Stadt vorteilhaft, die aus ihrem Stapel stets bedeutenden materiellen Gewinn zog. Vorteilhaft waren sie auch für die Konsumenten, da infolge der Konkurrenz der Kaufleute, die zum Stapel gefahren kamen, der Preis der Ware ermäßigt war. Die Stapelaufsicht überwachte auch stets die Güte der Ware.

Andererseits war das Stapelrecht auch für die Regierung vorteilhaft, da es die Zollkontrolle unterstützte und der Regierung sichere Geldeinkünfte verschaffte. Für fremde Kaufleute hatte dieses Recht in seiner ursprünglichen Form vorteilhafte Bedeutung nur insofern, daß es ihnen weite und gefährliche Reisen in Feindesland ersparte und ihnen den Verkauf und Ankauf von Waren schon in der Grenzstadt ermöglichte. Später bestand für die Kaufleute der einzige Vorteil in dem königlichen Schutz und in der Sicherheit ihrer Person und Habe auf den „gewöhnlichen“ Straßen.

Sonst hatte das Stapelrecht viele Schattenseiten. Es machte die Entwickelung der umliegenden Städte so auf dem Gebiete des Handels wie des Gewerbes unmöglich, besonders wenn es sich über ein größeres Territorium erstreckte. Vor allem aber hemmte es die freie Entwickelung des Großhandels, indem es die Tätigkeit des Engroßhändlers behinderte. Nach Erlegung verschiedener städtischer Abgaben und Zölle mußte der Kaufmann seine Ware an einem bestimmten Orte, zu einer bestimmten Zeit, bestimmten Menschen, zu einem bestimmten Preise und in einem bestimmten Ausmaß verkaufen! Überdies gebot dieses Recht, trat es in rücksichtsloser Form auf, den Kaufleuten unter vorgeschriebenen Bedingungen alle ihre Waren zu verkaufen, was sie der Ausbeutung von Seite der Ortskaufleute aussetzte.

Das unaufhörliche Umgehen dieses Rechtes trotz Androhung strenger Strafen beweist, wie sehr davon die Kaufleute betroffen waren. Ein Beweis dafür ist der ebenfalls berühmte Protest der Wilnaer Kaufleute v. J. 1621.

Nur inwiefern dieses Recht zuweilen darauf hinzielte, eine gewisse Gegend mit einem unentbehrlichen Konsumartikel (wie z. B. bei uns auf Salz) zu versehen, und inwiefern dabei eine übermäßige

Bedrückung der „Gäste“ ausgeschlossen war, nur insofern konnte es einen vorteilhaften ökonomischen Wert haben.

Es ist selbstverständlich, daß man vom heutigen Standpunkt, vom Gesichtspunkt der heutigen Handelsfreiheit aus das Stapelrecht nicht verdammen kann, da es eine natürliche Folge der mittelalterlichen Verhältnisse war. Man kann sich unmöglich im Rahmen der mittelalterlichen Organisation Handelsfreiheit vorstellen.

Sieht man jedoch alle nachteiligen Seiten dieses Rechtes. so kann man es selbst auf dem Hintergrunde mittelalterlicher Verhältnisse für eine so in rechtlicher wie ökonomischer Hinsicht fehlerhafte Institution ansehen.

Indem der Verfasser die Ansicht deutscher Ökonomisten wie Justis. Bergius', Büsch' und Stiedes teilt, erkennt er endgültig das Stapelrecht als ein in der Anwendung schädliches Produkt des mittelalterlichen Prohibitionssystems an und den Augenblick seines Verschwindens als glückliche Wendung im ökonomischen und kommerziellen Leben Europas.

---

3. JOHANN PTAŚNIK. **Kollektorzy kamery apostolskiej w Polsce.** *(Die Kollektoren der apostolischen Kammer in Polen).*

Mit der stets wachsenden Macht des Papsttums wuchs zugleich auch sein unerhörter Fiskalismus, mit dem es den ganzen Westen einschnürte. Die Einnahmen, welche die Kassen der apostolischen Residenz füllten, flossen vorwiegend auf Grund 1) der Gewalt mit weltlichem Charakter, die sie über gewisse Länder ausübte, 2) der Kirchengewalt, die dem Papst über die ihm untertänige Geistlichkeit zustand. Unter dem ersten Vorwand erhielt die Kurie verschiedene Zinse und den Peterspfennig, unter dem zweiten die verschiedenartigsten Einkünfte von der Geistlichkeit. Die Kreuzzüge, die ungemein zur Hebung der Bedeutung des Papsttums beigetragen hatten, waren zugleich Ursache der Entstehung allgemeiner Steuern, die dem Klerus auferlegt wurden. Zu Anfang des XIII Jahrhunderts kamen der sogenannte Zehnte, dann die Annaten auf, die Hauptquellen der Einkünfte der apostolischen Kammer, daneben aber brachten frühere Prokurationen, verschiedene Taxen für Bullen und Privilegien nicht wenig ein, ebenso Geschenke aus Anlaß der Verleihung des erzbischöflichen Mantels und des Besuchs „der

Schwelle der heil. Apostel“ und viele andere Prokurationen, die besonders zur Zeit der babylonischen Gefangenschaft der Päpste ganz besonders ausgebildet und zur Vollkommenheit geführt wurden. Den allgemeinsten Charakter jedoch hatten neben dem Peterspfennig die Annaten und der Zehnte, die von den Geistlichen auf Grund jener Haupttheorie eingezogen wurden, daß alle Kirchengüter eigentlich das Eigentum Gottes (patrimonium Christi) sind und der Papst daher als Vertreter Christi auf Erden das Recht hat, eigenmächtig über dieselben zu verfügen. Besonders in den Zeiten Avignons hatte sich ein ganzes Fiskalsystem ausgebildet, an dessen Spitze „camerarii“ und „thesaurarii“, und neben ihnen verschiedene „notarii, clerici, scriptores camerae“ standen, aus deren Mitte sich die apostolischen Kollektoren, die von der Kammer nach verschiedenen Weltrichtungen ausgesandt wurden, rekrutierten.

Anfangs waren die Legaten zugleich die Hauptkollektoren; da sie jedoch nicht ständig in einem gewissen Lande wohnen konnten, so wurde das Amt der Kollektoren den Ortsbischöfen anvertraut. Es scheint jedoch, daß sich diese Prozedur in der Praxis nicht gut bewährt hatte, denn schon zu Anfang des XIII Jahrhunderts sendet die Kurie spezielle Kollektoren aus, welche mit bedeutender Amtsbefugnis ausgerüstet waren, die zum Teil an die Vollmacht der Legaten erinnerte. In Polen finden wir um das Jahr 1230 den ersten Kollektor in der Person eines gewissen Simon und seit dieser Zeit kommen sie zu gewissen Zeiten immer häufiger nach Polen, obwohl auch die Bischöfe hier ebenfalls die frühere Stellung der Kollektoren beibehalten, hauptsächlich in Rücksicht auf die feste alljährliche Steuer, die in Polen zu erlegen war, d. h. den Peterspfennig. Der erste speziell von der Kurie ernannte Kollektor des Peterspfennigs war der seit dem Jahre 1284 bekannte Johann Muskata, damals Archidiakon von Łęczyca, der diesem Umstande seine Erhebung zur Bischofswürde verdankte; zu Anfang des XIV Jahrhunderts ist Kollektor sowohl des Zehnten als auch des Peterspfennigs durch acht Jahre (1301—1308) ein gewisser Bonavitus de Casentino, doch erhalten auch noch später die Bischöfe zuweilen diese Stellung, obwohl seit dem Jahre 1325 die apostolischen Legaten eigentlich ständig in Polen verbleiben, anfangs zu zweien, schließlich von 1344—1371 nur einer, ein gewisser Arnaldus de Caussina. Sie stellen gewissermaßen die Gesandten der apostolischen Residenz vor. Zu Kollektoren wurden Leute ernannt, die sich auf das Inter-

esse der Kammer verstanden. gewöhnlich Notare, die sich zugleich vordem mit den Ortsverhältnissen der Länder, für die man sie bestimmte, bekannt gemacht hatten; man ernannte zuweilen auch Polen, die längere Zeit vorher in der Kurie gewesen waren, wo sie deren Angelegenheiten kennen gelernt hatten. Einem Kollektor, der Generalkollektor oder Superintendent genannt wurde, wies man eine größere Anzahl von Ländern zu, z. B. Polen und Ungarn. oder Polen, Böhmen und Mähren, oder zuweilen alle diese Länder zusammen. Da er auf Widerstand stoßen konnte, so wurde er mit weitgehender Vollmacht versehen, von verschiedenen Kirchenzensuren Gebrauch machen zu können, selbst den höchsten geistlichen Würdenträgern gegenüber. Mit allen Privilegien ausgerüstet, zogen die Kollektoren nach Polen mit zahlreichen Wagen und zahlreicher Dienerschaft, zur Zeit, da die Kurie ihren Sitz in Rom hatte, gewöhnlich über Florenz, Venedig, Villach und Wien; als die Kurie nach Avignon übergesiedelt war, konnte der Weg ein doppelter sein: entweder über Mainz, Würzburg nach Böhmen und Polen, oder auch über Monaco, Nizza, Pisa, Florenz, Venedig und Zeng nach Ungarn und von da aus nach Polen. An ihrem Bestimmungsort angekommen, legten sie den Prälaten die Forderungen der Kurie und ihre Beglaubigungsschreiben vor, ernannten sodann Subkollektoren und begannen ihre Arbeit. Das eingesammelte Geld wurde an sicheren Orten, also in Klöstern oder bei reichen Kaufleuten deponiert und sodann entweder durch die Prälaten oder spezielle Abgesandte der Kurie übermittelt, oder auch bei Banquiers der apostolischen Residenz, so in ihren Faktoreien, zu Zeiten des Aufenthaltes der Päpste in Rom, in Venedig. während ihres Verweilens in Avignon aber, in Brügge; diese wechselten das Geld in die entsprechende Münze um und lieferten es an die Kammer. Als Belohnung erhielten die Kollektoren anfangs sog. Prokurationen, d. h. der Klerus jener Diözese, wohin sie kamen, war verpflichtet, für ihren Unterhalt zu sorgen; dies ward jedoch Ursache ungeheuerer Mißbräuche und daher stellte man im Jahre 1274 eine ständige Bezahlung fest, die jedoch in Polen zu einer solchen eigentlich erst seit dem Jahre 1325 wurde. Anfangs erhalten die Kollektoren zu 3 fl. und vom Jahre 1325 nur zu $1^1/_2$ fl. von dem von ihnen gesammelten Gelde für ihre Bedürfnisse.

Da die Kollektoren sich häufig große Übergriffe zu Schulden kommen ließen, so war eine Kontrolle notwendig, die jedoch ge-

wöhnlich erst in der Kammer durchgeführt wurde und deshalb nicht ausreichen konnte. Sie waren verpflichtet, genaue Rechnungen zu führen und dies in mehreren Exemplaren, von denen sie eines in die Kammer schickten. Solche Rechnungen haben sich aus dem Ende des XIII Jahrh. erhalten, die wichtigsten jedoch. da vollständigsten, stammen aus dem XIV Jahrh. und sind ein höchst wertvolles statistisches Material, um die wirtschaftlichen Verhältnisse jener Zeiten kennen zu lernen. Die Verzeichnisse des Peterspfennigs könnten zur Zählung der Bevölkerung Polens im XIV Jahrh. dienen, wenn man genau wüßte, nach welchem Grundsatz diese Abgabe eingezogen wurde. Allerdings verlangen sie die Kollektoren „de singulis capitibus“, ohne die Fürsten und den Adel noch die weltliche oder Ordensgeistlichkeit davon auszuschließen, und Papst Gregor XI ermahnt um das J. 1375, daß zur Zahlung des Peterspfennigs alle verpflichtet sind, sogar die Frauen, Kinder und die Dienerschaft, für die der Hausherr einzustehen hat. Wie war es aber in der Wirklichkeit? In den ersten Jahren der Regierung Kasimirs des Großen ist die Archidiözese zur Erlegung von ungefähr 72 Mark Silber, die Krakauer Diözese zu 210, die Posener zu 33 Mark à 48 Gr., die von Płock und Włocławek von den polnischen Pfarreien zu 30 und 28 Thorner Mark à 36 Gr. verpflichtet. Hätte man also pro Kopf die Abgabe eingetrieben, so hätte in der Krakauer Diözese die Einwohnerzahl nicht viel mehr als 160.000 Menschen betragen, und man muß wissen, daß die Krakauer Diözese fast die Hälfte des ganzen Peterspfennigs zahlt. mit Einrechnung selbst derjenigen Diözesen, die in politischer Hinsicht anderen Staaten angehören. Wollte man aber annehmen, daß man doch einen Denar „de singulis domiciliis“ zahlte, wie man das verlangte und worauf König Kasimir selbst bestand, so kämen in solchem Falle nach dem in der Statistik angenommenen Grundsatz, daß auf ein „domicilium“ durchschnittlich vier Pesonen gezählt werden können, auf die Krakauer Diözese in diesen Zeiten ungefähr 650.000 Einwohner. Jedenfells bieten die Verzeichnisse des Peterspfennigs die Möglichkeit, die Verteilung der einzelnen Probsteien und Dekanate genau kennen zu lernen, und werfen ein Licht auf die Zeit der Entstehung mancher Kirchen, bei denen man oft die Anmerkung findet „hec ecclesia hoc anno nova“. In dieser Hinsicht sind auch die Verzeichnisse des Zehnten und der Annaten sehr belehrend, obwohl sie in erster Linie Material liefern, die Ein-

künfte der einzelnen Benefizien zu berechnen; die Gesamtziffern geben dann das Bild des Vermögens der ganzen Geistlichkeit, natürlich bei Anwendung eines gewissen kritischen Apparats, da die Schätzung der Pfründen nicht genau war.

Wozu verwendete die Kurie die aus dem Zehnten, den Annaten und dem Peterspfennig fließenden Einkünfte? Über den Peterspfennig und in einem gewissen Grade über die Annaten konnte sie verhältnismäßig eigenmächtig verfügen und sie für weltliche Zwecke verwenden, der Zehnte aber wurde immer auferlegt entweder für einen Kreuzzug nach dem heiligen Lande oder „pro subsidio ecclesiae“. Doch schon im XIII Jahrh. verwendet ihn die Kurie für den Kampf mit den Hohenstaufen, dann wieder zu Gunsten Karls von Anjou auf Sizilien gegen Peter von Aragonien, zur Zeit der Verbannung Avignons gegen Ludwig von Bayern oder zur Unterdrükkung der abtrünnigen Gelüste verschiedener Städte im Kirchenstaat. Unter dem Gelde anderer Staaten, das zu solchen Zwecken aufgewandt wurde, sehen wir auch polnisches Geld, ja wir stoßen auf polnische Ritterschaft, die mit dem Schwert das „imperium Romaniae“ in Italien verteidigt. Kein Wunder, daß die Verwendung der Kircheneinkünfte aus der ganzen Christenwelt zu Zwecken der weltlichen Politik der Päpste vielen Monarchen nicht gefiel, die das Sammeln von Geld in ihren Ländern nur unter der Bedingung gestatteten, daß dasselbe unter die Kurie und den betreffenden Monarchen geteilt werde. So war es in Frankreich, England, Ungarn und Böhmen. Die polnischen Fürsten waren im XIII Jahrh. zu schwach, als daß die päpstliche Kurie ihnen Zugeständnisse gemacht hätte. Als es aber zur Vereinigung Polens gekommen war, war zu Anfang der Schutz des Papsttums für dasselbe allzu notwendig, als daß man ihm irgend welche Schwierigkeit entgegengestellt hätte, im Gegenteil, man tat alles, um sich die moralische Hilfe Avignons gegen den Deutschen Orden und die Böhmen zu sichern. Als jedoch nach geschlossenem Frieden so mit den Böhmen wie mit dem Orden diese Hilfe entbehrlich wurde und als man im Osten in Kämpfe mit den Tataren und mit Litauen verwickelt wurde, da verlangt Kasimir der Große Teilung der Einkünfte von dem Zehnten, die Kurie aber geht ziemlich willig darauf ein, ja sie predigt einen Kreuzzug, um die russische Politik des polnischen Königs zu unterstützen; auch die Kollektoren sind seinen Bestrebungen geneigt und

dienen ihm oft gegen das Interesse der Kurie mit Barschaft von dem eingenommenen Gelde.

Schließlich sucht der Verfaser die Frage zu beantworten, ob diese finanziellen Verhältnisse Polens mit der apostolischen Kurie irgend einen Einfluß auf die Erhebung der polnischen Kultur gehabt haben. Die Ausführung bedeutender Geldsummen aus einem armen Lande konnte fur die ökonomischen Verhältnisse des Landes nicht vorteilhaft sein; das versteht sich von selbst. Doch muß man jenen starken Verkehr nicht aus dem Auge lassen, der zwischen dem Norden und dem Süden entstand; unaufhörlich ziehen bald Polen mit der Kollekte nach Rom oder Avignon oder es kommt von dort eine größere Anzahl von Italienern oder Franzosen. Oft hören wir von Büchern, die nach Polen eingeführt werden, der Verkehr aber mit den Bewohnern des Südens bestimmt viele Polen, zur weiteren Fortbildung die dortigen Universitäten in Italien aufzusuchen. Ja wer weiß, ob nicht diese finanziellen Verhältnisse vorwiegend dazu beigetragen haben, daß der Papst zur Gründung der Krakauer Universität seine Einwilligung gab. Nicht wenig trug zur Hebung der polnischen Aufklärung auch der Umstand bei. daß die Kollektoren das Recht hatten, eine gewisse Anzahl von Notaren einzusetzen, die Kandidaten für dieses Amt aber sich vorher einer entsprechenden Prüfung unterziehen mußten. Man nimmt an, daß die Kanzlei Kasimirs des Großen nach dem Vorbilde der andegavenischen in Ungarn eingerichtet war. Ob in jeder Beziehung? Janko aus Czarnkow verweilte zu wiederholtenmalen in Avignon, und nicht ohne Bedeutung scheint der Umstand zu sein, daß wir als Notar in der Kanzlei des polnischen Königs einen Italiener finden, einen gewissen Johann von Treviso.

---

4. **Sprawozdanie z czynności Komitetu dla dziejów Polski porozbiorowych.** (***Compte rendu des travaux de la Commission pour l'histoire de la Pologne après les partages***).

La Commission pour l'histoire de la Pologne après les partages composée de MM. Smolka (président), Askenazy, Bobrzyński, Czermak, Korzon, Rostworowski (secrétaire), Aug. Sokołowski et Vinc. Zakrzewski, dans les trois séances du 11 mai, 3 juillet 1906 et 11 janvier 1907, a arrêté le programme d'une série de publications

comprenant les sources de l'histoire de la Pologne au XIX siècle. Cette Commission s'est surtout inspirée du besoin évident et mainte fois manifesté dans la société actuelle, de connaître, et de bien connaître l'histoire moderne et contemporaine; elle a voulu répondre dans la mesure de ses forces aux appels du public. L'Académie des sciences ne saurait rester indifférente à ce mouvement. d'autant plus que depuis peu les archives ont été ouvertes avec libéralité aux savants, et que désormais tout travail historique pourra s'appuyer sur des documents de premier ordre, s'édifier avec des matériaux de valeur incontestable.

Voici le but que s'est assigné la Commission, la charge qu'elle a assumée: Recueillir d'abord des informations précises en ce qui concerne les sources aujourd'hui accessibles à nos historiens, afin de publier ensuite, soit les matériaux qui auront paru en valoir la peine, soit des résumés, ou des études monographiques. La considération que les manuscrits dont nous venons de parler peuvent être consultés, copiés. mis à contribution, pendant un espace de temps d'ailleurs relativement court et par un ou deux savants tout au plus, n'exclut pas le moins du monde la nécessité de mettre ces pièces mêmes sous les yeux du plus grand nombre, et de rendre ainsi possible le contrôle scientifique des recherches entreprises individuellement, des opinions personnelles. D'un autre côté, cependant, les matériaux eux-mêmes peuvent être d'un genre tel que, soit pour des motifs techniques, soit pour des raisons scientifiques, leur analyse détaillée semble tout indiquée plutôt que leur publication intégrale ou par extraits plus ou moins étendus. La Commission devra alors s'efforcer d'appeler sur ces documents l'attention de nos érudits et, le cas échéant, accueillir leurs propositions, les appuyer de toute son influence, de toute son énergie. De plus, la Commission se propose de découvrir de nouvelles sources, où personne jusqu'ici n'ait puisé et qui soient restées inconnues. Dans ce but chacun de ses membres se livrera à des recherches et apportera tous ses soins à parvenir à ces documents inexplorés. Elle s'adressera au public, aux familles qui dans leurs archives possèdent souvent des mémoires et des correspondances du plus haut prix, et les priera de lui confier quelques temps ces papiers qui, sous une forme ou l'autre, pourraient être mis à profit pour les études historiques. Le domaine auquel la Commission étendra ses recherches comprend tous les territoires de l'ancienne Pologne, faisant partie des trois

Etats copartageants; et elle se bornera à l'étude de la période écoulée entre le troisième partage et l'échec de l'insurrection de 1863. Elle n'a voulu s'astreindre à aucun système; elle n'a adopté aucun ordre préalable pour ses publications. Sans perdre de temps elle veut se mettre à l'oeuvre, et va bientôt livrer au public le résultat de ses premiers travaux sur les matériaux les plus importants que jusqu'ici elle est parvenue à recueillir. Elle continuera ses publications, à mesure que les recherches de ses membres ou l'initiative privée lui en fourniront les moyens. Voici ce qu'elle projette de faire imprimer au cours de cette année et des années qui suivront:

1. Matériaux officiels.

En premier lieu s'est imposé à la sollicitude de la Commission le „Journal de la Diète de 1831", dont l'original, conservé à la bibliothèque polonaise à Paris, a été envoyé à Cracovie, grâce à l'Académie des Sciences, et dont la publication in extenso a été confiée à M. Rostworowski.

On s'occupera ensuite des sources abondantes et fort riches qui sont conservées aux archives du Gouverneur-général à Varsovie et qui peuvent être consultées en ce qui concerne l'époque du Grand-Duché de Varsovie et du royaume constitutionnel de Pologne, non moins que des matériaux du Ministère de la Secrétairerie d'Etat pour le royaume de Pologne (jusqu'en 1867) actuellement aux archives du Conseil d'Etat à Petersbourg. Parmi ces documents la Commission a tout particulièrement remarqué les „Procès verbaux des séances du Conseil d'Etat du royaume de Pologne" qui constituent une source de la plus haute importance pour l'histoire du droit du pays, car l'influence du Conseil d'Etat dans les questions législatives fut relativement beaucoup plus efficace que celle de la Diète de Pologne, rarement appelée à siéger et pour des périodes excessivement brèves. Puis les „Procès verbaux des séances du Conseil d'administration du royaume de Pologne", jetant une vive lumière sur le côté politique de l'administration et de son fonctionnement, méritent d'être publiés, tout au moins en extraits copieux, passant sous silence les menues affaires qui ressortissaient à ce Conseil. Ensuite les arrêts du Lieutenant-général et du Conseil d'administration, ayant eu pour la plupart force de lois quoiqu'ils n'aient jamais été insérés dans le Journal des Lois. Enfin les ma-

tériaux concernant les budgets du royaume de Pologne, indispensables pour faire connaître la gestion financière du prince Lubecki et de ses prédécesseurs.

2. Matériaux officiels, confidentiels.

Dans cette catégorie de documents, signalons tout d'abord les inestimables matériaux laissés par le prince Lubecki, ministre du trésor; matériaux mis à la disposition de M. Smolka qui se propose de publier la correspondance du prince avec les ministres secrétaires d'Etat de Pologne et met en même temps la dernière main à une vaste monographie du prince Lubecki, d'après les papiers de ce ministre.

On a le projet de publier ensuite quelques Correspondances et rapports officiels, entre autres les rapports confidentiels du Prince-Lieutenant Zajączek et de Nowosiltzow, enfin les relations des agents étrangers au sujet des affaires de Pologne.

III. Mémoires et correspondances privées.

Parmi les matériaux les plus précieux de cette catégorie, citons en première ligne les „Mémoires et papiers divers laissés par le général Prądzyński" qui, grâce à la complaisance de M. le comte Georges Moszyński pourront être édités par la Commission. C'est M. Moszyński qui avec le concours de M. Gembarzewski dirigera cet ouvrage. Viennent ensuite les „Mémoires de Nicolas Malinowski" dont s'est chargé M. Tretiak. ainsi que des „Mémoires de Domeyko". Ce dernier recueil sera en partie publié textuellement, en partie résumé par M. Tretiak. La Commission désirerait aussi entrer en possession du „Journal du ministre des finances Matuszewicz", journal qui, parait-il. se trouve entre les mains des héritiers de cet homme d'Etat. Elle n'est néanmoins pas parvenue jusqu'ici à avoir à ce sujet des indications précises et ne sait à qui s'adresser pour se procurer ce document important.

Parmi les travaux auxquels ont donné lieu les recherches de documents concernant la période écoulée depuis le troisième partage et leur inventaire, il faut mentionner les voyages effectués par M. Smolka aux archives de Vienne et de Berlin. ainsi que celui qu'il projette de faire à Pétersbourg; la mission scientifique de M. Rostworowski à Posen, à l'effet d'y examiner quels documents peuvent s'y trouver, soit dans les archives de l'Etat, soit dans la col-

lection du „Towarzystwo Przyjaciół Nauk“ (Société des amis de la Science), soit dans des collections particulières. La Commission s'est assurée la bienveillante collaboratiou de MM. Celichowski et Erzepki.

Au point de vue technique les publications de la Commission paraîtront en tomes numérotés portant sur la première page extérieure du volume le titre „Źródła do dziejów Polski porozbiorowych“ (Matériaux concernant l'histoire de la Pologne depuis les partages), au dessous duquel sera placé le titre même de l'ouvrage faisant l'objet de la publication. Ce dernier titre figurera seul dans l'intérieur des volumes. Chaque ouvrage formera un tout complet et se vendra séparément. A toutes les publications seront joints un index des noms propres et une table détaillée d-s matières.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Pod redakcyą
Sekretarza Generalnego Bolesława Ulanowskiego.

Kraków, 1907. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego, pod zarządem J. Filipowskiego.

30 Marca 1907.



PUBLICATIONS DE L'ACADEMIE
1873 — 1902

Librairie de la Société anonyme polonaise
(spółka wydawnicza polska)
à Cracovie

Philologie. — Sciences morales et politiques.

»Pamiętnik Wydz. filolog. i hist. filozof.« *(Classe de philologie, Classe d'histoire et de philosophie. Mémoires)*, in 4-to. vol. II—VIII (38 planches, vol. I épuisé). — **118 k.**

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. filolog.« *(Classe de philologie. Seances et travaux)*, in 8-vo, volumes II — XXXIII (vol. I épuisé). — **258 k.**

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń Wydz. hist. filozof.« *(Classe d'histoire et de philosophie. Séances et travaux)*, in 8-vo, vol. III — XIII, XV — XLII, (vol. I. II. XIV épuisés, 61 pl.) — **276 k.**

»Sprawozdania komisyi do badania historyi sztuki w Polsce.« *(Comptes rendus de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne)*, in 4-to, vol. I—VI (115 planches, 1040 gravures dans le texte). — **77 k.**

»Sprawozdania komisyi językowej.« *(Comptes rendus de la Commission de linguistique)*, in 8-vo, 5 volumes. — **27 k.**

»Archiwum do dziejów literatury i oświaty w Polsce.« *(Documents pour servir à l'histoire de la littérature en Pologne)*, in 8-vo, 10 vol. — **57 k.**

Corpus antiquissimorum poetarum Poloniae latinorum usque ad Joannem Cochanovium, in 8-vo, 4 volumes.

Vol. II, Pauli Crosnensis atque Joannis Visliciensis carmina, ed. B. Kruczkiewicz. 4 k. Vol. III. Andreae Cricii carmina ed. C. Morawski. 6 k. Vol. IV. Nicolai Hussoviani Carmina, ed J. Pelczar. 3 c. — Petri Roysii carmina ed. B. Kruczkiewicz. 12 k.

»Biblioteka pisarzów polskich.« *(Bibliothèque des auteurs polonais du XVI e. XVII siècle)*, in 8-vo, 41 livr. **51 k. 80 h.**

Monumenta medii aevi historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — **162 k.**

Vol. I, VIII, Cod. dipl. eccl. cathedr. Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. II, XII et XIV. Cod. epistol. saec. XV ed A. Sokołowski et J. Szujski; A. Lewicki. 32 k. — Vol. III, IX, X, Cod. dipl. Minoris Poloniae, ed. Piekosiński. 30 k. — Vol. IV, Libri antiquissimi civitatis Cracov. ed. Piekosiński et Szujski. 10 k. — Vol. V, VII, Cod. diplom. civitatis Cracov. ed. Piekosiński. 20 k. — Vol. VI, Cod. diplom Vitoldi ed. Prochaska. 20 k. — Vol. XI, Index actorum saec. XV ad res publ. Poloniae spect. ed. Lewicki. 10 k. — Vol. XIII, Acta capitulorum (1408—1530) ed. B. Ulanowski. 10 k. — Vol. XV, Rationes curiae Vladislai Jagellonis et Hedvigis, ed. Piekosiński. 10 k.

Scriptores rerum Polonicarum, in 8-vo, 11 (I—IV, VI—VIII, X, XI. XV, XVI, XVII) volumes. — **162 k.**

Vol. I, Diaria Comitiorum Poloniae 1548, 1553, 1570. ed. Szujski. 6 k. — Vol. II, Chronicorum Barnardi Vapovii pars posterior ed. Szujski. 6 k. — Vol. III. Stephani Medeksza commentarii 1654 — 1668 ed. Seredyński: 6 k. — Vol. VII, X, XIV, XVII Annales Domus professae S. J. Cracoviensis ed. Chotkowski. 14 k. — Vol. XI, Diaria Comitiorum R. Polon. 1587 ed. A. Sokołowski 4 k. — Vol. XV. Analecta Romana, ed. J. Korzeniowski. 14 k. — Vol. XIV. Stanislai Temberski Annales 1647—1656, ed. V. Czermak. 6 k.

Collectanea ex archivo Collegii historici, in 8-vo, 8 vol. — **48 k.**

Acta historica res gestas Poloniae illustrantia, in 8-vo imp., 15 volumes. — **156 k.**

Vol. I, Andr. Zebrzydowski, episcopi Vladisl. et Cracov. epistolae ed. Wisłocki 1546—1553. 10 k. — Vol. II, (pars 1. et 2. Acta Joannis Sobieski 1629—1674, ed. Kluczycki. 20 k. —

Vol. III, V, VII, Acta Regis Joannis III (ex archivo Ministerii rerum exterarum Gallici) 1674—1683 ed. Waliszewski. 30 k. — Vol. IV, IX, (pars 1. et 2.) Card. Stanislai Hosii epistolae 1525—1558 ed. Zakrzewski et Hipler. 30 k. — Vol. VI, Acta Regis Ioannis III ad res expeditionis Vindobonensis a. 1683 illustrandas ed. Kluczycki. 10 k. — Vol. VIII (pars 1. et 2.), XII (pars 1. et 2.), Leges, privilegia et statuta civitatis Cracoviensis 1507—1795 ed. Piekosiński. 40 k. Vol. X, Lauda conventuum particularium terrae Dobrinensis ed. Kluczycki. 10 c. — Vol. XI, Acta Stephani Regis 1576—1586 ed. Polkowski. 6 k.

Monumenta Poloniae historica, in 8-vo imp., vol. III—VI. — 102 k.

Acta rectoralia almae universitatis Studii Cracoviensis inde ab anno MCCCCLXIX, ed. W. Wisłocki. T. I, in 8-vo. — 15 k.

»Starodawne prawa polskiego pomniki.« (*Anciens monuments du droit polonais* in 4-to, vol. II—X. — 72 k.

Vol. II, Libri iudic. terrae Cracov. saec. XV, ed. Helcel. 12 k. — Vol. III, Correctura statutorum et consuetudinum regni Poloniae a. 1532, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. IV, Statuta synodalia saec. XIV et XV, ed. Heyzmann. 6 k. — Vol. V, Monumenta literar. rerum publicarum saec. XV, ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VI, Decreta in iudiciis regalibus a. 1507—1531 ed. Bobrzyński. 6 k. — Vol. VII, Acta expedition. bellic. ed. Bobrzyński, Inscriptiones clenodiales ed. Ulanowski. 12 k. — Vol. VIII, Antiquissimi libri iudiciales terrae Cracov. 1374—1400 ed. Ulanowski. 16 k. — Vol. IX, Acta iudicii feodalis superioris in castro Golesz 1405—1546. Acta iudicii criminalis Muszynensis 1647—1765. 6 k. — Vol. X, p. 1. Libri formularum saec. XV ed. Ulanowski. 2 k.

Volumina Legum. T. IX. 8-vo, 1889. — 8 k.

Sciences mathématiques et naturelles.

»Pamiętnik.« (*Mémoires*), in 4-to, 17 volumes (II—XVIII, 178 planches, vol. I épuisé). — 170 k.

»Rozprawy i sprawozdania z posiedzeń.« (*Séances et travaux*), in 8-vo, 41 vol. (319 planches). — 376 k.

»Sprawozdania komisyi fizyograficznej.« (*Comptes rendus de la Commission de physiographie*), in 8-vo, 35 volumes (III. VI — XXXIII, 67 planches, vol I. II. IV. V. épuisés). — 274 k. 50 h.

»Atlas geologiczny Galicyi.« (*Atlas géologique de la Galicie*), in fol., 12 livraisons (64 planches) (à suivre). — 114 k. 80 h.

»Zbiór wiadomości do antropologii krajowej.« (*Comptes rendus de la Commission d'anthropologie*), in 8-vo, 18 vol. II—XVIII (100 pl., vol. I épuisé). — 125 k.

»Materyały antropologiczno-archeologiczne i etnograficzne.« (*Matériaux anthropologiques, archéologiques et ethnographiques*), in 8-vo, vol. I—V, (44 planches, 10 cartes et 106 gravures). — 32 k.

Swiętek J., »Lud nadrabski, od Gdowa po Bochnią.« *Les populations riveraines de la Raba en Galicie*), in 8-vo, 1894. — 8 k. **Górski K.**, »Historya piechoty polskiej« (*Histoire de l'infanterie polonaise*), in 8-vo. 1893. — 5 k. 20 h. »Historya jazdy polskiej« (*Histoire de la cavalerie polonaise*), in 8-vo, 1894. — 7 k. **Balzer O.**, »Genealogia Piastów.« (*Généalogie des Piasts*), in 4-to, 1896. — 20 k. **Finkel L.**, »Bibliografia historyi polskiej.« (*Bibliographie de l'histoire de Pologne*) in 8-vo, vol. I et II p. 1—2, 1891—6. — 15 k. 60 h. **Dickstein S.**, »Hoëne Wroński, jego życie i dzieła.« (*Hoëne Wroński, sa vie et ses oeuvres*), lex. 8-vo, 1896. — 8 k. **Federowski M.**, »Lud białoruski.« (*L'Ethnographie de la Russie Blanche*), in 8-vo, vol. I—II. 1897. 13. k.

»Rocznik Akademii.« (*Annuaire de l'Académie*), in 16-o, 1874—1898 25 vol. 1873 épuisé) — 33 k. 60 h.

»Pamiętnik 15-letniej działalności Akademii.« (*Mémoire sur les travaux de l'Académie 1873—1888*). 8-vo, 1889. — 4 k.